

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

S/996
11 septembre 1948
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH
Dual distribution

LETTRE EN DATE DU 8 SEPTEMBRE ADRESSEE
AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE GOUVERNEMENT
D'HAIDERABAD

Note du Secrétaire général,

Le Secrétaire général, n'étant pas à même de déterminer s'il est tenu par le règlement intérieur de transmettre cette communication, la porte à la connaissance du Conseil de sécurité afin que celui-ci prenne les mesures qu'il jugera utiles.

Excellence,

La présente communication confirme le télégramme ci-après, que nous vous avons adressé le 8 septembre 1948 :
" Le Gouvernement d'Haïderabad fait connaître par le présent télégramme sa décision de devenir Partie du Statut de la Cour internationale de Justice, conformément au paragraphe 2 de l'Article 93 de la Charte. Tenant pour admis que les conditions fixées le 11 décembre 1946 par l'Assemblée générale dans le cas de la Suisse sont d'une application générale, il est disposé à les accepter. La confirmation de ce télégramme suit par courrier aérien. Zahir Ahmed Secrétaire du Gouvernement du Nizam de Haïderabad et de Berar au Département des Affaires étrangères."

Mon Gouvernement a décidé d'adhérer au Statut de la Cour internationale de Justice afin de témoigner de son attachement à la cause de la justice internationale et afin de faciliter la solution pacifique en se fondant sur le droit

international des difficultés qui se sont élevées entre mon Gouvernement et le Dominion de l'Inde, notamment en ce qui concerne l'interprétation de l'accord de maintien du statu quo conclu entre les deux pays le 29 novembre 1947. Mon Gouvernement a l'intention, lorsque l'Etat de Haïderabad sera devenu Partie au Statut, de souscrire à cette fin à la clause facultative contenue dans l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice. Etant donné la gravité de la situation, je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre la présente demande au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 93 (2) de la Charte, en raison de son caractère urgent. La présente demande est formulée indépendamment et en plus des mesures déjà prises par mon Gouvernement aux termes du paragraphe 2 de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, ou qui pourraient être prises en vertu de cet article ou d'autres dispositions de la Charte.

Veuillez agréer, etc...

Zahir Ahmed
Secrétaire du Gouvernement du Nizam
de Haïderabad et de Berar
au Département des Affaires étrangères

